

France/Politique

# Hollande défend le dialogue social

AFP  
Paris, France

**90% des Français jugent pourtant ce dialogue en panne. Et le conflit à Air France n'a rien arrangé, parasitant au contraire la conférence sociale ouverte hier.**

MALMENE sur le front social, le président socialiste français François Hollande a défendu hier le dialogue entre syndicats et patronat assurant que le conflit à Air France ne reflétait pas l'état du pays.

"Un certain nombre d'observateurs veulent toujours qu'il y ait une marmite qui chauffe et qui explose. Non ! Le conflit à Air France ne résume pas l'état de la France", a-t-il déclaré à la radio RTL.

Alors que 92% des Français jugent le dialogue social "en panne", le président a ouvert hier une conférence sociale réunissant syndicats, patronat et gouvernement sur les enjeux sociaux à venir.

"Je n'accepterai jamais, que des violences inexcusables, qui ont été commises à Air France, puissent être l'occasion de s'en prendre au syndicalisme dans son ensemble", a-t-il déclaré à l'ouverture, tout en mettant en garde les syndicats contestataires du risque de disparition du "modèle so-



Photo : AFP

Le président français François Hollande hier à l'ouverture de la conférence sociale : "Seul le dialogue permet de surmonter les conflits."

cial français". Son Premier ministre Manuel Valls a renchéri en estimant que "l'immobilisme condamnerait à terme (ce) modèle social".

Pour la deuxième année, la conférence sociale est boycottée par l'influente Confédération générale du Travail (CGT), dont les relations avec le gouvernement, déjà tendues, se sont dégradées depuis les violences début octobre à Air France.

L'autre grand syndicat contestataire, Force Ouvrière (FO), a participé à la réunion, tout en dénonçant "l'autoritarisme social" du gouvernement. Pour son secrétaire général Jean-

Claude Mailly, le conflit à Air France est bien "révélateur" d'un climat social "dégradé".

**"CHACUN SA PART DE CHEMIN"**• Le 5 octobre, des salariés de la compagnie aérienne avaient molesté des représentants de la direction à l'annonce d'un plan social menaçant 2 900 emplois. Les images du directeur des ressources humaines s'enfuyant, la chemise en lambeaux, ont fait le tour du monde.

Cinq salariés du groupe, dont des membres de la CGT, ont été interpellés déclenchant de vives critiques dans les rangs syndicaux. Ils seront jugés en décem-

bre. "Ceux qui commettent des violences (...) doivent être punis", a commenté le président sur RTL en soulignant que "d'autres méthodes", que l'interpellation à l'aube à leur domicile, auraient pu être utilisées.

Malgré cet épisode, le PDG d'Air France-KLM, Alexandre de Juniac, a annoncé dimanche que le premier volet du plan social serait lancé en 2016 et concernerait près de 1 000 emplois, tout en laissant la porte ouverte aux négociations pour la suite.

"Nous pouvons éviter les licenciements", lui a répondu hier François Hollande. "Je

demande aussi bien à la direction qu'aux partenaires sociaux d'être responsables", a-t-il ajouté. "Chacun doit faire sa part du chemin".

Seul "le dialogue" permet de surmonter les conflits et de vivre "dans une société apaisée", a-t-il ajouté en se félicitant d'un accord de principe intervenu vendredi sur le régime de retraites complémentaires entre le patronat et trois syndicats réformateurs. Les syndicats, qui représentent moins de 10% des salariés en France, peinent à organiser de grandes manifestations sur des mots d'ordre nationaux. Cependant des revendications sectorielles mobilisent régulièrement les Français, comme les éleveurs cet été, les policiers la semaine dernière ou les avocats dans les jours prochains.

Pour cette raison, l'intervention du président a été décriée par l'opposition de droite qui l'a jugé "déconnecté" de la réalité, mais aussi par les syndicats contestataires pour qui il a déroulé une vision "caricaturale" du dialogue social (FO).

Le syndicat réformateur CFDT lui a toutefois emboîté le pas. "Il faut du dialogue social, a estimé son secrétaire général Laurent Berger. Je sais que ça ne fait pas rêver les foules, que le temps est à l'outrance..."

L'Afrique en bref

• Afrique du Sud/Éducation. Des étudiants en colère bloquent trois grandes universités

Des étudiants en colère contre l'augmentation de leurs frais de scolarité ont interrompu les cours hier dans trois grandes universités d'Afrique du Sud, une nouvelle démonstration de la grogne estudiantine qui touche le pays depuis plusieurs mois.

• Algérie/Diplomatie. "Incident regrettable" à Orly

La fouille samedi à l'aéroport parisien d'Orly du ministre algérien de la Communication est un "incident particulièrement regrettable" et les autorités françaises travaillent pour qu'un tel événement "ne se reproduise plus", a déclaré hier le ministère français des Affaires étrangères.

• Congo/Politique. Des opposants bloqués à Pointe-Noire regagnent Brazzaville

Plusieurs dirigeants d'opposition congolais bloqués dimanche par les autorités à Pointe-Noire au lendemain d'une manifestation contre le référendum constitutionnel du 25 octobre entachée de violences dans cette ville sud du Congo ont pu regagner Brazzaville dans la soirée.

• Egypte/Législatives. 15-16% de participation au premier jour de scrutin



Photo : AFP

Le Premier ministre égyptien Chérif Ismaïl a annoncé hier que le taux de participation au premier jour des élections législatives dimanche était de 15 à 16%.

• Guinée/Présidentielle. Vite, les résultats détaillés !

Les observateurs déployés en Guinée par l'Union européenne (UE) pour la présidentielle du 11 octobre ont invité hier la commission électorale à publier "tous les résultats détaillés" pour garantir la transparence du scrutin contesté par l'opposition.

• Nigeria/Violences. Deux femmes kamikazes tue 11 personnes

Deux femmes kamikazes ont tué au moins 11 personnes qui fuyaient leurs maisons après un attentat présumé du groupe islamiste Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, ont annoncé dimanche la police et les autorités locales.

Israël/Violences

## Nervosité grandissante dans le pays

AFP  
Jérusalem/Israël

**C'est dans ce contexte qu'un Erythréen pris pour un assaillant a été tué hier.**

L'ESCALADE des violences en Israël a coûté la vie à un Erythréen, atteint par les tirs d'un garde qui l'a pris par erreur pour un assaillant, avant d'être brutalisé au sol par une foule en colère, dans un climat d'animosité défiant les appels au calme.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a réclamé hier la fin des violences et appelé les deux camps à "la retenue", confirmant qu'il allait rencontrer dans les prochains jours le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président palestinien Mahmoud Abbas.

De son côté, Israël a commencé à ériger un mur de béton entre un quartier palestinien et un quartier de colonisation juif à Jérusalem-Est, la partie palestinienne de la ville sainte occupée par l'Etat hébreu depuis 1967.



Photo : AFP

La mort d'un Erythréen de 29 ans, Habtom Zarhum, témoigne du climat de tension qui règne chaque jour un peu plus en Israël.

Ce mur, qui devrait faire 300 mètres de long, sera temporaire, amovible et uniquement destiné à parer les jets de pierres et d'engins incendiaires sur les juifs dans un secteur tendu, affirment les autorités israéliennes.

Mais il a immédiatement suscité les comparaisons avec la barrière de séparation dont Israël a entrepris la construction pendant la deuxième Intifada pour se protéger des attaques venues de la Cisjordanie occupée et qui est devenue pour les Palestiniens l'un des symboles détestés de l'occupation. Les adversaires de M. Net-

nyahu l'ont accusé de renforcer encore la division de Jérusalem et de saper le grand principe selon lequel toute la ville (Ouest et Est) est la capitale indivisible d'Israël.

Les blocs de béton ont été mis en place à l'insu de M. Netanyahu qui a ordonné qu'on suspende la prolongation du mur, rapportait la presse.

Jérusalem-Est, dont les Palestiniens veulent faire la capitale de leur futur Etat, et la Cisjordanie occupée sont en proie depuis le 1er octobre à une escalade qui fait craindre un nouveau soulèvement de grande ampleur. Les attentats commis par

des individus isolés contre des soldats, des policiers ou des civils juifs se sont multipliés y compris en Israël.

**IL NE REPRESENTAIT "AUCUN DANGER"**• Dimanche soir, un homme a de nouveau semé la panique en entrant armé d'un pistolet et d'un couteau dans la gare routière de Beersheba (sud). Cet Arabe israélien de 21 ans, a tué un soldat de 19 ans, s'est emparé de son fusil M-16 et a tiré sans discrimination, blessant une dizaine de personnes avant d'être abattu. Dans la confusion, un agent de sécurité a ouvert le feu sur un Erythréen de 29 ans, Habtom Zarhum, qui essayait de se mettre à l'abri et qu'il a pris pour un assaillant.

Des vidéos montrent ensuite celui qui semble être Habtom Zarhum allongé dans son sang et des témoins lui asséner des coups de pied dans la tête. Certaines personnes s'interposent. L'Erythréen a succombé plus tard à ses blessures.

L'hôpital a répondu ne pas être en mesure de dire si Habtom Zarhum aurait survécu s'il n'avait pas été battu.

Sari Bashi, directeur local de l'organisation Human Rights Watch, a qualifié sa mort "de conséquence tragique mais prévisible dans un climat où certains politiciens israéliens encouragent les citoyens à se faire justice eux-mêmes".

La police israélienne a dit considérer comme "extrêmement grave" l'agression de cet homme et rechercher ceux qui l'ont frappé.

Habtom Zarhum, présenté par la presse comme un des milliers de demandeurs d'asile de son pays en Israël, est le premier abattu dans de telles circonstances en Israël depuis le début de la flambée de violences. A plusieurs reprises ont été rapportées des situations dans lesquelles des foules en colère cherchaient à se faire justice. Les appels à la haine réciproque se multiplient.

Des Palestiniens, essentiellement de Jérusalem-Est, sont dans la très grande majorité les auteurs des attaques qui éprouvent les nerfs des Israéliens. Un petit nombre ont été le fait d'Arabes israéliens, qui posent la nationalité israélienne mais se considèrent généralement comme Palestiniens.